

Harouchi

1/ Où en est Afak aujourd'hui par rapport à ses objectifs et quelles sont ses réalisations les plus importantes ?

Afak continue son travail de sensibilisation et d'éveil des consciences. C'est un travail de longue haleine, car rien n'est plus difficile que de modifier les comportements et les mentalités. Cependant ce travail est plus que jamais nécessaire dans le contexte actuel de construction d'une démocratie, car une démocratie ne se conçoit pas sans des citoyens responsables et sans un Etat fort de ses institutions.

On peut à cet égard regretter qu'un outil aussi puissant que la télévision ne soit pas utilisé de manière plus déterminée pour former des citoyens responsables, surtout dans un pays qui compte plus de 50% d'analphabètes.

Au plan des réalisations, AFAK mène un programme radiophonique qui comporte des campagnes de sensibilisation sur un grand nombre de thèmes relatifs aux droits et aux devoirs des citoyens, à l'égalité des sexes, au travail des enfants. Mais nous nous préoccupons aussi d'environnement, de propreté des villes, ainsi que de promotion de la qualité.

2/ Vous parlez de processus de démocratisation. Pensez-vous que la démocratie a des limites face à l'extrémisme ?

Le danger est réel d'autant plus que notre démocratie est encore naissante. Elle a besoin d'un Etat fort qui veille à ce que les règles de la démocratie et d'un Etat de droit soient respectées. Le processus de démocratisation est menacé par des groupes qui utilisent les règles du jeu démocratique pour le détruire. Pour autant, ce n'est pas en enfreignant ces règles que l'on pourra contrecarrer l'action des extrémistes. C'est au contraire en appliquant strictement la loi, toute la loi mais rien que la loi et en formant des citoyens conscients, en luttant pour plus de démocratie que nous pourrons nous opposer à leur projet totalitaire. Il ne faut surtout pas céder à la tentation de répondre à un extrémisme par un autre extrémisme. C'est là précisément que les partis politiques ont un rôle capital à jouer. A eux de faire preuve d'imagination et de dynamisme

3/ C'est dans ce cadre qu'est né le collectif Modernité et Démocratie ? Est-il né d'une longue réflexion ou d'une conjoncture ?

Le collectif est le fruit d'une réflexion menée séparément par les divers membres ; mais à l'évidence la conjoncture a servi de catalyseur à sa création. La montée en puissance des intégristes, la nature totalitaire de leur projet et leurs atteintes répétées et ouvertes aux valeurs fondamentales de liberté de pensée et de tolérance, les incitations à la

haine, les agressions et intimidations diverses, le véritable terrorisme intellectuel auquel ils se livrent ont de quoi nourrir les plus vives inquiétudes. D'autre part les réponses inadéquates des pouvoirs publics, comme par exemple le procès des 14 jeunes musiciens, montrent que le processus démocratique est encore fragile. Il appartient donc à tous, partis politiques mais aussi acteurs de la société civile de se mobiliser pour la défense de la démocratie et promouvoir ses valeurs.

4/ Le camp des modernistes est-il réellement uniforme? N'y a-t-il pas des divergences ?

La charte qui a été définie par le Collectif est suffisamment fédératrice. Au-delà des différences de sensibilités et de tendance l'attachement à un certain nombre de valeurs humanistes universelles telles que la liberté, la responsabilité, la solidarité, la tolérance est de nature à rassembler les énergies qu'elles viennent de droite ou de gauche. Ces valeurs sont à la base d'un concept de société moderne, pluraliste et ouverte.

5/ Les libertés, la démocratie, la modernité supposent un cadre juridique adéquat. Quelle est la position du collectif par rapport à la Moudawana ?

Le collectif a ses porte-paroles et je ne souhaite pas m'exprimer en son nom.

6/ Quel est donc votre avis à vous ?

Le cadre juridique est en train d'évoluer. Mais il reste beaucoup à faire, surtout pour améliorer le statut de la femme. Il n'est pas concevable que la moitié de la population n'ait pas les mêmes droits que l'autre moitié. C'est le fondement même de la démocratie, et c'est entre autres l'une des nombreuses contradictions du discours intégriste. Nous espérons que les personnes chargées de la révision de la Moudawana vont faire progresser les choses de manière significative.

7/ Et vous pensez que la nomination de Boucetta va dans ce sens ?

C'est une nomination qui à première vue est surprenante et les premières déclarations de Me Boucetta ont de quoi laisser perplexe, mais peut-être est-elle de nature à contourner un certain nombre de difficultés. Avant de porter un jugement, j'attends de voir.

8/ Vous ne pensez pas que la nomination de Boucetta est un clin d'œil aux islamistes ?

Il est difficile de se livrer à une interprétation de la stratégie de l'Etat et des pouvoirs publics vis-à-vis des islamistes. Effectivement, des gestes comme celui-ci ou comme le procès fait aux 14 jeunes musiciens accusés de satanisme donnent l'impression de concessions faites aux islamistes. Mais parfois, le balancier semble revenir vers la fermeté à leur endroit. En l'absence d'informations précises, je me garderais donc d'extrapoler.

9/ Pensez-vous que les élections communales représentent un danger aujourd'hui ?

Oui, sans aucun doute. Les dernières législatives ont vu l'émergence d'une force politique, le PJD, dont l'efficacité sur le terrain est très préoccupante et le danger est réel si les partis politiques traditionnels et démocratiques ne se mobilisent pas rapidement.

10/ Cette efficacité dont vous parlez se matérialise par une présence effective sur le terrain. Les modernistes pourront-ils les concurrencer ?

Les intégristes ont conquis une partie de la population par un travail qui a commencé depuis une vingtaine d'années par des actions caritatives, sociales. Ce travail a demandé d'énormes moyens financiers avec lesquels le collectif ne peut espérer rivaliser. Je pense que le collectif devrait se battre sur un autre terrain, celui de la diffusion des valeurs de la modernité, celui de l'information, de l'application des règles et des lois. Par exemple dans les établissements scolaires, l'intimidation, le prosélytisme ou la ségrégation ne doivent pas être tolérés, pas plus que la propagation de l'intolérance et du racisme.

Le rôle du collectif est de lutter et de dénoncer tous les dérapages qui peuvent remettre en question la démocratie et de promouvoir la culture de la citoyenneté, la tolérance, la responsabilité et le respect de la liberté d'autrui.

11/ Les trois priorités sont la santé, l'éducation et l'emploi et ce sont des secteurs par lesquels les islamistes s'introduisent auprès des citoyens, et comme vous l'avez dit, ils en ont les moyens. Les modernistes les ont-ils ?

L'action caritative et sociale n'est pas l'apanage des seuls islamistes, tant s'en faut. De nombreuses associations et personnes privées font un travail remarquable dans ce domaine depuis de nombreuses années. Je ne citerai que les nombreuses associations qui soutiennent les malades dans le besoin et les services hospitaliers, ou les associations de micro crédit qui ont redonné la dignité et un emploi à des dizaines de milliers de personnes, dont bien souvent des femmes. Mais tout cela dans la discrétion le plus souvent, comme le veut notre tradition musulmane marocaine et surtout sans aucune visée politique. C'est bien là un des

12/Quelles sont les actions prioritaires en matière d'éducation ?

L'action prioritaire à mon sens est une action d'ordre pédagogique, car c'est l'aspect qui a été le plus négligé dans toutes les réformes. Même dans la réforme actuelle, la place accordée à la pédagogie est très secondaire. Or pour améliorer la qualité de la formation, il faut investir dans la pédagogie et la formation pédagogique des enseignants. En gros, nous avons une pédagogie axée sur la transmission des connaissances et le bourrage de crâne qui aboutit à la stérilisation des intelligences. Il faut donc d'urgence s'orienter vers une pédagogie des compétences visant à développer les habiletés intellectuelles et l'esprit d'initiative, si nous voulons cesser de produire des chômeurs et former des citoyens responsables capables de gagner leur vie, d'entreprendre et de développer le pays.